

*République française
Région Ile-de-France*

Préfecture de Seine-et-Marne

Enquête publique relative
à la mise en œuvre
des procédures de descente continue en
configuration face à l'Ouest de l'aéroport de
Paris-Orly (**PBN to ILS**) concernant 22
communes



*Conclusions et avis motivé de
la commission d'enquête*

Enquête publique conduite du jeudi 4 janvier au mardi 6 février 2024

6 mars 2024

Deuxième partie : conclusions et avis motivés

En préambule la commission regrette :

- que la législation actuelle empêche l'ACNUSA (article 6362-2 du code des transports) de donner son avis avant l'enquête publique ;
- que l'avis de la Commission Consultative de l'Environnement qui travaille actuellement dans le Val-de-Marne sur la restriction des bruits de la circulation aérienne soit donné après la clôture de l'enquête publique.

Le projet PBN to ILS ne fait pas l'objet d'une évaluation environnementale car il ne s'agit pas d'un plan ou programme soumis à l'évaluation de ses incidences sur l'environnement en application de la directive 2001/42/CE, et ne fait pas partie non plus de certains projets publics et privés ayant des incidences sur l'environnement au sens de la directive n° 2011/92/UE. La notion de projet suppose une intervention physique sur l'environnement et une modification de la circulation aérienne n'est pas, en principe, un projet au sens de la directive 85/337/CEE.

L'ACNUSA n'est pas une autorité environnementale : l'autorité environnementale doit donner son avis avant l'enquête publique (pour les projets qui sont soumis à évaluation environnementale) l'ACNUSA après, pour les procédures de circulation aérienne. On se réfère à l'article 6362-2 du code des transports : « *Le bilan de l'enquête publique est porté à la connaissance de la commission consultative de l'environnement et de l'ACNUSA, qui émettent un avis sur la modification de la circulation aérienne envisagée.* ». L'ACNUSA sera donc bien saisie après l'enquête publique.

La descente continue est une technique de conduite des avions utilisant des données de positionnement par satellite qui, en concentrant les trajectoires, permet de réduire le bruit, la consommation de carburant et les émissions gazeuses à la différence des techniques actuelles de guidage radar qui entraînent une dispersion des trajectoires et des paliers avec remise des gaz pour maintenir l'altitude. L'article 142 de la loi climat et résilience du 22 août 2021 prévoit la généralisation de la descente continue ; pour l'aéroport de Paris-Orly cet objectif est inscrit dans le PPBE (plan de prévention du bruit dans l'environnement) approuvé par arrêté inter-préfectoral le 17 mars 2022.

Le projet DGAC soumis à l'enquête publique, en application des articles L6362-2 et R6362-3 du code des transports, concerne les atterrissages sur l'aéroport de Paris-Orly en configuration de vent face à l'ouest soit 60% des atterrissages ; l'objectif est de porter le taux de descente continue de 51% à 100% ; ce projet serait mis en place à partir du printemps 2025.

Les procédures de vol en descente continue telles que présentées passent par trois points de guidage satellitaire (notés WEP01, WEP02, WEP03) dont les coordonnées sont définies dans le dossier ; ces procédures ont pour effet de concentrer les trajectoires des avions.

L'impact de ces procédures de vol a été mesuré sur le territoire de 22 communes (21 en Seine et Marne, une en Val de Marne) retenues en application de l'article R 6362 du code des transports qui forment un ensemble de 174158 habitants.

Ses avantages tels que présentés: 1) Pour l'impact sonore : la population survolée par plus de 25 vols à plus de 65 dB (NA 65-25) diminuerait de 3026 habitants (-25,6% par rapport à la procédure actuelle) ; elle diminuerait de 12228 habitants soit -45,7 % selon l'indicateur NA 62-25 (plus de 25 vols à plus de 62db) 2) Pour l'impact visuel, selon un indicateur de densité (au moins 30 survols par jour en dessous de 2000m) la surface survolée diminuerait de 25% et les altitudes des survols resteraient comparables; 3) les économies de carburant sont évaluées à 6%, les émissions de gaz à effet de serre à 5000T de CO2 par an soit l'équivalent de 300 vols aller-retour Paris-Orly/Toulouse en A320, celles concernant l'oxyde d'azote (NOx) n'évolueront pas.

Ses inconvénients du fait de la concentration des vols dans cinq communes situées à proximité des points de convergence (Favières, Ozoir, Roissy en Brie, Pontcarré) et Châtres dans une moindre mesure le doublement du nombre de survols vont accroître la gêne sonore. Ces communes représentent 27% de la population totale des 22 communes.

Au surplus, le dossier ne prend pas en compte les effets du bruit sur la santé ni les effets des pollutions liées à la concentration des survols. Or ces effets, non documentés dans le dossier, sont démontrés.

Au regard de ces éléments qui ont été relevés lors de l'enquête publique qui a recueilli 443 observations notamment dans les communes de Favières et d'Ozoir-la-Ferrière, la DGAC a produit, en réponse au procès-verbal de synthèse des modifications aux procédures de vol. Il semblerait que le MO ait trouvé une solution à ce problème. Avec un léger déplacement « de l'ordre de 360 mètres vers le nord de WEP01, de 370 mètres vers le sud-est de WEP02 et de 1 685 mètres de WEP03_ » l'impact serait réduit sur le centre de Favières « *sans modifier de manière significative l'impact sur les autres communes par rapport au projet présenté lors de l'enquête publique* ». Cette « *solution trouvée* » réduirait l'impact sur le centre de Favières « *sans modifier de manière significative l'impact sur les autres communes par rapport au projet présenté lors de l'enquête publique* ». Le bilan global serait donc amélioré notamment pour les habitants de Favières, dont les élus et les habitants ont déposé massivement des observations, et sans dégradation significative pour les autres communes.

Cette modification proposée par la DGAC à l'issue de l'enquête ne revêt pas un caractère substantiel dès lors qu'il s'agit d'un modeste déplacement des trois points WEP et que le bilan global s'en trouve amélioré. La Commission n'est pas en mesure, avec les moyens dont elle dispose, d'aller plus avant.

Cependant, Les données modélisées présentées par la DGAC – calculées sur la base d'une descente continue réalisée à 100% - sont sujettes à discussion. Pour lever cette difficulté plusieurs élus, dont la Présidente de la région Ile-de-France, proposent la mise en place de stations de mesure du bruit qui permettraient de comparer les résultats modélisés aux mesures in situ. La DGAC ne s'y oppose pas.

Les effets sanitaires (bruits, pollutions...) doivent être d'une part, documentés avec un travail en commun entre l'ARS Ile-de-France et la DGAC et d'autre part, pour les communes au-dessus desquelles les survols vont être plus concentrés particulièrement à Favières, Ozoir-la-Ferrière, Pontcarré et Roissy-en-Brie qui sont dans l'alignement de la piste d'atterrissage, des mesures telles que des aides à l'insonorisation des bâtiments scolaires et de santé devraient pouvoir être proposées aux communes concernées.

F. CONCLUSION DE LA COMMISSION

En conclusion de cette enquête, en l'état du dossier, au vu des éléments transmis, après avoir analysé les observations du public et consulté le maître d'ouvrage,

Considérant sur la forme :

- Le contenu du dossier soumis à l'enquête, bien que très technique répond à la réglementation,
- La nécessité de réviser le projet « PBN to ILS » en vigueur datant du 25 mai 1984 pour l'aérodrome de Paris-Orly compte tenu de l'évolution des surfaces de base des servitudes aéronautiques définies dans l'arrêté du 29/11/2023, et par le fait que la descente d'avion en vigueur protège les trouées d'atterrissage et non les trouées de décollage,
- Les mesures de publicité et d'information envers le public ont été satisfaisantes, la commission a pu le vérifier sur le terrain,
- La participation du public, notamment grâce à la mise en œuvre du registre électronique, a été possible et significative,
- La rencontre du public avec les membres de la commission lors des permanences et des réunions publiques a permis une meilleure compréhension de l'enquête publique et de sa procédure,
- La réponse du MO aux observations du public dans son courriel du 27/02/2024,

Considérant sur le fond :

- L'intérêt de préserver la sécurité des vols sur l'aéroport de Paris-Orly,
- L'intérêt de réduire l'impact sonore des aéronefs,
- L'intérêt de préserver 12 222 personnes des nuisances sonores (NA 62,25) et 3 026 habitants sur le NA 65,25,
- L'intérêt de mesurer le bruit avant et après la mise en place de la procédure de descente douce,

- L'intérêt de réduire la pollution atmosphérique des aéronefs via la réduction de consommation de kérosène,
- L'intérêt de ne pas impacter les autres flux de trafic, autre que sur Paris-Orly,
- Le projet « PBN to ILS », dans le cadre actuel de la législation, n'est pas soumis à évaluation environnementale et c'est une problématique purement juridique qui ne relève pas de la compétence de la commission d'enquête,
- La sensibilité locale particulière de toute procédure concernant le fonctionnement de l'aéroport a conduit le public à s'exprimer sur les thématiques d'exploitation de la plateforme (nuisances sonores, trafic). Les contributions ne sont donc pas pour la majorité en lien direct avec l'objet de l'enquête,

Au vu de l'ensemble de ses éléments, étant observé que la Commission Consultative de l'Environnement de l'aéroport de Paris-Orly et l'ACNUSA auront à formuler un avis sur ce dossier :

RECOMMANDATION : (La recommandation correspond à des préconisations vivement souhaitées et la commission d'enquête demande qu'elles soient prises en considération.)

Recommandation n°1 : La commission demande qu'une étude de déplacement de la trajectoire d'Ozoir-la-Ferrière et de Favières soit produite, avec les impacts, commune par commune et communiquée à la CCE et à l'ACNUSA avant que ces deux organismes rendent leur avis,

Recommandation n°2 : La commission demande la mise en place d'une étude indépendante et objective de mesures de bruit sur une période de minimum 6 mois afin de recueillir suffisamment de données pour permettre une comparaison avant, pendant et après la mise en place du projet. Elle demande la mise en place d'un contrôle continu et pérenne de mesures de bruit sur l'ensemble des communes impactées.

Recommandation n°3 : La « descente continue » ne peut être acceptable, que si elle est effective et appliquée dans la majorité des cas et que le couvre-feu sur l'aéroport Paris-Orly soit strictement respecté.

Recommandation n°4 : Etant donné l'importance des enjeux économiques et de santé la commission recommande de travailler davantage les mesures d'accompagnement, en coordination avec les maires des communes les plus impactées notamment sur les dispositifs d'aide à l'insonorisation : en particulier pour les bâtiments accueillant du public (écoles, crèches, EHPAD, hôpitaux...).

Recommandation n°5 : Recommande de procéder avec l'appui de l'ARS IDF à une évaluation en continu des effets de la concentration des survols sur la santé (bruit et pollutions) sur les populations concernées.

L'avis

Sur la base de ces constats et considérations, la commission émet un **AVIS FAVORABLE** aux procédures de descente continue en configuration face à l'Ouest de l'aéroport de Paris-Orly (PNB to ILS) concernant 22 communes présenté par la DGAC (Ministère chargé des transports-Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires).

Fait au Perreux, le 6 mars 2024

Manuel GUILLAMO

Aïcha HAMMOU

Jean-Marie PAULOT



J : Annexes

- 8 **Annexe 1 - Ordonnance du Tribunal administratif**

- 9 **Annexe 2 - Arrêté interdépartemental**

- 16 **Annexe 3 - Affiche**

- 18 **Annexe 4 – Publications légales**

- 26 **Annexe 5 – Eléments de cadrage de l'ACNUSA**

- 27 **Annexe 6 – Indicateurs acoustiques**

- 30 **Annexe 7 – Capteur acoustique de BRUITPARIF à Lésigny**

- 31 **Annexe 8 – Certificats d’affichage**

- 42 **Annexe 9 - Procès-verbal de la commission**

- 44 **Annexe 10 – Observations du public**

ANNEXE 1 : ORDONNANCE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN

03/10/2023

N° E23000088C/77

La présidente du tribunal administratif

Décision désignation d'une commission d'enquête

Vu enregistrée le 27/09/2023, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne demande la désignation d'une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : la mise en œuvre des procédures de descentes continues face à l'Ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (procédure PBN to ILS) concernant 22 communes ;

Vu le code de l'environnement, dans sa rédaction issue de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, en particulier son article 11 en tant qu'il modifie l'article L. 123-4 de ce code ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

Vu la décision du 1^{er} septembre 2023 par laquelle la présidente du tribunal a donné délégation à Madame Stéphanie GHALEH-MARZBAN, première vice-présidente, pour signer les actes de procédure et décisions entrant dans le cadre des enquêtes publiques prévues par les articles R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président :

Monsieur Manuel GUILLAMO

Membres titulaires :

Madame Aïcha HAMMOU
Monsieur Jean-Marie PAULOT

Membre suppléant :

Madame Martine MORIN

ANNEXE 2 a : ARRETE INTER-PREFECTORAL



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023 portant ouverture d'une enquête publique relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS).

Le Préfet de Seine-et-Marne
*Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

La Préfète du Val-de-Marne
*Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code des transports et notamment ses articles L. 6362-2 et R. 6362-1 à R. 6361-3 ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU le décret du président de la République du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie THIBAULT, préfète du Val-de-Marne ;

VU le décret du président de la République du 2 septembre 2022 portant nomination de Monsieur Ludovic GUILLAUME, secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

VU le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 24 janvier 2022 relatif à l'établissement et à la conception des procédures de vol aux instruments ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2022/949 du 17 mars 2022 portant approbation des cartes stratégiques de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de l'aérodrome de Paris-Orly ;

VU l'arrêté du préfet de la région Île-de-France du 12 avril 2023 fixant la liste des représentants des administrations appelés à assister de façon permanente aux réunions de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Paris-Orly ;

VU l'arrêté du préfet de la région Île-de-France n°IDF-2023-05-30-00004 du 30 mai 2023 modifiant l'arrêté n°IDF-2023-04-13-00003 du 13 avril 2023 portant renouvellement des représentants des professions aéronautiques et des associations de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Paris-Orly ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023/00432 du 3 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Ludovic Guillaume, secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°23/BC/120 du 26 septembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'aérodrome de Paris-Orly pour la période 2018-2023 ;

ANNEXE 2 b : ARRETE INTER-PREFECTORAL

VU le courrier du ministre chargé des transports du 31 janvier 2023 informant du lancement par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) de la démarche de mise en œuvre de procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly ;

VU le courrier du 17 mars 2023 par lequel le préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris, demande au préfet de Seine-et-Marne de piloter la concertation puis d'organiser l'enquête publique ;

VU le courrier du 3 avril 2023 par lequel la préfète du Val-de-Marne donne son accord au préfet de Seine-et-Marne pour coordonner l'organisation des procédures de concertation préalable et d'enquête publique ;

VU la concertation préalable du 15 mai au 15 juin 2023 ;

VU le courrier, en date du 28 juillet 2023, par lequel Monsieur le directeur général de l'aviation civile sollicite l'organisation d'une enquête publique par le préfet de Seine-et-Marne ;

VU le bilan de la concertation publié le 15 septembre 2023 et accessible sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;

VU l'étude d'impact de la circulation aérienne sur l'environnement établie en octobre 2023 ;

VU la décision n° E2300088C/77 du 3 octobre 2023 de la présidente du tribunal administratif de Melun portant désignation d'une commission d'enquête chargée de diligenter l'enquête publique unique relative au projet de mise en œuvre des procédures de descente continue sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS) ;

Considérant que le projet de mise en œuvre des procédures de descente continue sur l'aéroport de Paris-Orly par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) vise à réduire les nuisances sonores et les émissions gazeuses pour les vols à l'arrivée ;

Considérant que la descente continue, ou descente douce, est une technique de pilotage qui permet l'optimisation des profils verticaux de descente par les pilotes, facilitée en cela par des procédures de circulation aérienne adaptées et basées sur des données de positionnement par satellite (PBN to ILS) ;

Considérant que le dossier présenté par la DGAC est complet et régulier et qu'il y a lieu de le soumettre à enquête publique régie par les dispositions des articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article L. 6362-2 du code des transports ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfetures de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Objet et dates de l'enquête publique

Il sera procédé du jeudi 4 janvier 2024 à 9h00 au mardi 6 février 2024 à 17h00, soit pendant 34 jours consécutifs, à une enquête publique relative au projet de mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS) par la Direction Générale de l'Aviation Civile, dont le siège se trouve au 50, rue Henry Farman – 75015 PARIS CEDEX 15.

Les communes concernées par le périmètre de l'enquête publique sont les suivantes :

Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes en Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94).

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Favières (5 Rue de la Brie – 77220).

ANNEXE 2 c : ARRETE INTER-PREFECTORAL

Article 2 : Commission d'enquête

Sont désignés membres de la commission d'enquête :

Président : M. Manuel GUILLAMO, général en retraite,

Membres titulaires : Mme. Aïcha HAMMOU, responsable ressources humaines en retraite et M. Jean-Marie PAULOT, inspecteur général de l'administration en retraite.

Membre suppléant : Mme. Martine MORIN, sous-directrice de la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne à la retraite.

Article 3 : Mise à disposition du dossier d'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- en mairie de Favières, siège de l'enquête (salle des mariages - 5 rue de la Brie - 77220 FAVIÈRES), aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public (soit les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h00 - la mairie est fermée les mardis mais ouverte exceptionnellement au public les samedis matins, et ce pendant toute la durée de l'enquête) :

○ en version papier ;

○ en version numérique sur un poste informatique dédié fourni par PubliLégal.

- en version papier, en mairies de : Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes en Brie, Chevry-Cossigny, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public ;

- sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, à l'adresse suivante :

<https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/transports-r8.html>

- sur les sites internet des services de l'État dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne aux adresses suivantes :

<https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

- sur le site internet « Entre voisins » à l'adresse suivante : <https://entrevoisins.groupeadp.fr/>

Article 4 : Observations du public

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter et consigner ses observations et propositions :

- sur les registres d'enquête en format papier cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête, ouverts en mairies de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes en Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public.

- sur le registre dématérialisé accessible :

- à la mairie de Favières, à partir d'un poste informatique dédié,

- sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, à l'adresse suivante :

<https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/transports-r8.html>

- sur les sites Internet des services de l'Etat dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne aux adresses suivantes :

www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

- sur le site internet « Entre voisins » à l'adresse suivante : <https://entrevoisins.groupeadp.fr/>

ANNEXE 2 d : ARRETE INTER-PREFECTORAL

- par courrier électronique à l'adresse suivante : descentecontinueouestorly@mail.registre-numerique.fr

Jusqu'au terme de l'enquête publique, les observations et propositions du public pourront également être adressées au président de la commission d'enquête, par voie postale au siège de l'enquête (Mairie de Favières - 5 rue de la Brie - 77220 FAVIERES - ENQUÊTE PUBLIQUE ORLY). Elles seront annexées au registre papier et tenues à la disposition du public. Les observations du public sont communicables aux frais de la personne qui en formule la demande, pendant toute la durée de l'enquête.

Article 5 : Permanences de la commission d'enquête

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions des intéressés aux lieux, dates et heures suivantes :

Mairie de FAVIERES (5 rue de la Brie - 77220)
le jeudi 4 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
Mairie d'OZOIR LA FERRIERE (45 avenue du Général-de-Gaulle - 77834)
le samedi 6 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
Mairie de LES CHAPELLES BOURBONS (Place de la Mairie - 77610)
le mercredi 10 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
Mairie de LÉSIGNY (6 rue de Villarceau - 77150)
le mercredi 17 janvier 2024 de 14h00 à 17h00
Mairie de PONTAULT-COMBAULT (107 avenue de la République - 77340)
le samedi 20 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
Mairie de LA QUEUE EN BRIE (Place du 18 juin 1940 - 94510)
le mercredi 24 janvier 2024 de 14h00 à 17h00
Mairie de PONTCARRÉ (Place Jean Moulin - 77135)
le samedi 27 janvier 2024 de 10h00 à 13h00
Mairie de TOURNAN EN BRIE (1, place Edmond de Rothschild - 77220)
le jeudi 1er février 2024 de 14h00 à 17h00
Mairie de ROISSY EN BRIE (9 rue Pasteur - 77680)
le mardi 6 février 2024 de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Article 6 : Réunions d'information et d'échange avec le public

Deux réunions d'échange et d'information avec le public seront organisées aux frais de la direction générale de l'aviation civile :

- le mercredi 10 janvier 2024, de 19h00 à 21h00, à la salle polyvalente de la commune de FAVIERES (7, rue du marais - 77220 FAVIERES)
- le lundi 15 janvier 2024, de 19h00 à 21h00, à l'Espace HORIZON, commune d'OZOIR LA FERRIERE (Allée de l'Espoir - 77330 OZOIR-LA-FERRIERE).

Article 7 : Publicité de l'enquête publique

Un avis portant les modalités de déroulement de l'enquête à la connaissance du public sera publié par les soins du préfet de Seine-et-Marne et aux frais de la DGAC, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, soit le mardi 19 décembre 2023 au plus tard. Cet avis sera rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans les mêmes journaux, soit entre les jeudis 4 et 11 janvier 2024 inclus.

Le même avis sera publié par voie d'affiches en mairies de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes en Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), par les soins des maires, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, soit au plus tard le mardi 19 décembre 2023.

Cet affichage sera réalisé en mairie, visible de l'extérieur, ainsi qu'aux emplacements habituels d'affichage de la commune afin d'assurer une bonne information du public. Il sera maintenu pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, la DGAC, procédera, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, soit au plus tard le mardi 19 décembre 2023 et pendant toute la durée de celle-ci,

4/6

ANNEXE 2 e : ARRETE INTER-PREFECTORAL

à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches (en format A2) devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 9 septembre 2021 du ministre de la transition écologique.

Il sera également publié :

- par les préfets de Seine-et-Marne et du Val de Marne sur les sites internet des services de l'État dans leurs départements respectifs aux adresses suivantes :

- www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques
- <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

- par la DGAC, sur le site du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, à l'adresse suivante : <https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/transports-r8.html>.

- sur le site « Entre voisins » à l'adresse : <https://entrevoisins.groupeadp.fr/>

Article 8 : Information.

Toute information relative au projet pourra être obtenue auprès de la DGAC (contact : M. LE FOLL mail : orly-enquete-pbntoils-bf@aviation-civile-gouv.fr).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de la préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales, 12 rue des Saints Pères, 77010 Melun Cedex), dès la publication du présent arrêté et pendant toute la durée de l'enquête.

Le dossier est également consultable et téléchargeable sur les sites internet des services de l'État dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne aux adresses suivantes :

- www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques
- <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

Article 9 : Clôture du registre d'enquête.

A l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, soit le mardi 6 février 2024 à 17h00, les registres d'enquête en format papier seront mis à la disposition du président de la commission d'enquête et clos par ses soins.

Au même moment, le registre dématérialisé sera clos automatiquement et l'adresse courriel ne sera plus accessible. Les observations adressées par courriel seront systématiquement reportées sur le registre dématérialisé. Les observations recueillies sur ces deux supports numériques seront mises à la disposition du président de la commission d'enquête.

Dès réception du registre et des documents éventuellement annexés, le président de la commission d'enquête rencontrera dans un délai de 8 jours, le responsable de la DGAC et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse en l'invitant à produire ses éventuelles observations dans un délai maximum de quinze jours.

Article 10 : Rapport et conclusions de la commission d'enquête.

La commission d'enquête établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête publique et examinera les observations recueillies.

Ce rapport comportera le rappel de l'objet du projet soumis à enquête publique, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

La commission d'enquête consignera dans une présentation séparée, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, soit au plus tard le jeudi 7 mars 2024, le président de la commission d'enquête transmettra au préfet de Seine-et-Marne

5/6

ANNEXE 2 f : ARRETE INTER-PREFECTORAL

l'exemplaire du dossier déposé au siège de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées avec son rapport et ses conclusions motivées (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12 rue des Saints Pères – 77010 Melun Cedex).

Il transmettra simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions à la présidente du tribunal administratif de Melun.

Article 11 : Mise à disposition du rapport et des conclusions de la commission d'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera adressée par le préfet à la DGAC, responsable du projet.

Une copie sera également adressée par le préfet de Seine-et-Marne aux maires des communes de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes en Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents seront également consultables pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête en préfectures et sur les sites internet précités.

Ces mêmes rapport et conclusions de la commission d'enquête sont portés à la connaissance de la commission consultative de l'environnement et de l'autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, qui émettront un avis sur la modification de la circulation aérienne envisagée.

Article 12 : Autorité compétente pour prendre la décision.

Le projet sera adopté par arrêté ministériel puis mis en œuvre après publication de la procédure par le service d'information aéronautique.

Article 13 : Exécution de l'arrêté.

Les secrétaires généraux des préfectures de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne, le directeur général de l'aviation civile, les maires des communes de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes en Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), les membres de la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

Sébastien LIME

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne,

Ludovic GUILLAUME

Destinataires d'une copie :

- la préfète du Val-de-Marne,
- la sous-préfète de l'Hay-les-Roses,
- le sous-préfet de Provins,
- le sous-préfet de Torcy,
- la présidente du tribunal administratif de Melun (désignation de la commission d'enquête n° E2300088C/77 du 3 octobre 2023),
- la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France,
- la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France

ANNEXE 3 a : AFFICHE



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023 est prescrite une enquête publique relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) dont le siège se situe au 50, rue Henry Farman – 75015 PARIS CEDEX 15.

Cette enquête publique aura lieu durant 34 jours consécutifs, du jeudi 4 janvier 2024 à 9h00 au mardi 6 février 2024 à 17h00, en mairies des communes de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), concernées par le périmètre de l'enquête publique.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Favières.

Sont désignés membres de la commission d'enquête : M. Manuel GUILLAMO, général en retraite, en tant que président, Mme. Aïcha HAMMOU, responsable ressources humaines en retraite et M. Jean-Marie-PAULOT, inspecteur général de l'administration en retraite, en tant que membres titulaires. Mme. Martine MORIN, sous-directrice de la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne à la retraite, est désignée en tant que membre suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- en format papier : en mairies de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières (salle des mariages), Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94) aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public.

- en version numérique :
- en mairie de Favières, sur un poste informatique dédié,

- sur les sites internet des services de l'État en Seine-et-Marne et dans le Val-de-Marne aux adresses suivantes :

<https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables>

- sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires : <https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/transports-r8.html>

- sur le site internet « Entre voisins » à l'adresse suivante : <https://entrevoisins.groupeadp.fr/>

Le public pourra consulter et consigner ses observations et propositions :

- sur les registres d'enquête en format papier ouverts en mairies de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Liverdy-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94) aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public.

- sur le registre dématérialisé accessible à partir du poste informatique dédié installé à la mairie de Favières, ainsi que sur les sites internet précités.

- par courrier électronique, à l'adresse suivante : descentecontinueouestorly@mail.registre-numerique.fr

Jusqu'au terme de l'enquête publique, les observations et propositions du public pourront également être adressées au président de la commission d'enquête, par voie postale, au siège de l'enquête (Mairie de Favières - 5 rue de la Brie – 77220 FAVIERES – ENQUÊTE PUBLIQUE ORLY). Elles seront annexées au registre papier et tenues à la disposition du public.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions des intéressés aux lieux, dates et heures suivantes :

Mairie de FAVIERES (5 rue de la Brie – 77220) : le jeudi 4 janvier 2024 de 9h00 à 12h00

Mairie d'OZOIR LA FERRIERE (45 avenue du Général-de-Gaulle – 77834) : le samedi 6 janvier 2024 de 9h00 à 12h00

Mairie de LES CHAPELLES-BOURBONS (Place de la Mairie – 77610) : le mercredi 10 janvier 2024 de 9h00 à 12h00

Mairie de LÉSIGNY (6 rue de Villarcieu – 77150) : le mercredi 17 janvier 2024 de 14h00 à 17h00

Mairie de PONTAULT-COMBAULT (107 avenue de la République – 77340) : le samedi 20 janvier 2024 de 9h00 à 12h00

Mairie de LA QUEUE EN BRIE (Place du 18 juin 1940 - 94510) : le mercredi 24 janvier 2024 de 14h00 à 17h00

Mairie de PONTCARRÉ (Place Jean Moulin – 77135) : le samedi 27 janvier 2024 de 10h00 à 13h00

Mairie de TOURNAN EN BRIE (1, place Edmond de Rothschild – 77220) : le jeudi 1er février 2024 de 14h00 à 17h00

Mairie de ROISSY EN BRIE (9 rue Pasteur - 77680) : le mardi 6 février 2024 de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Deux réunions d'échange et d'information avec le public seront organisées aux frais de la direction générale de l'aviation civile :

- le mercredi 10 janvier 2024, de 19h00 à 21h00, à la salle polyvalente de la commune de FAVIERES (7, rue du marais - 77220 FAVIERES)

- le lundi 15 janvier 2024, à partir de 21h00, à l'Espace HORIZON commune d'OZOIR LA FERRIERE (Allée de l'Espoir – 77330 OZOIR-LA-FERRIERE).

Toute information complémentaire peut être demandée à la DGAC (Monsieur LE FOLL - orly-enquete-pbntois-bf@aviation-civile-gouv.fr).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête auprès du préfet de Seine-et-Marne. Le présent avis d'enquête sera publié sur les sites internet précités.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée en préfectures de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne et dans chacune des mairies précitées pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique. Ces mêmes documents seront également publiés, pendant le même délai, sur les sites internet précités.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront transmis à la commission consultative de l'environnement de l'aéroport Paris-Orly ainsi qu'à l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires qui émettront un avis sur la modification de la procédure de la circulation aérienne envisagée.

Le projet de mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) sera adopté par arrêté ministériel puis mis en œuvre après publication de la procédure par le service information aéronautique.

ANNEXE 3 b : FLYER

MINISTÈRE CHARGÉ DES TRANSPORTS
dgac

ENQUÊTE PUBLIQUE

Mise en oeuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly du 4 janvier au 6 février 2024

Permanences en Mairies :

- **Mairie de Favières** (5 rue de la Brie - 77220)
Jeudi 4 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
- **Mairie d'Ozoir-la-Ferrière** (45 avenue du Général-de-Gaulle - 77834)
Samedi 6 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
- **Mairie de Les Chapelles-Bourbons** (Place de la Mairie - 77610)
Mercredi 10 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
- **Mairie de Lésigny** (6 rue de Villarceau - 77150)
Mercredi 10 janvier 2024 de 14h00 à 17h00
- **Mairie de Pontault-Combault** (107 avenue de la République - 77340)
Mercredi 17 janvier 2024 de 9h00 à 12h00
- **Mairie de La Queue-en-Brie** (Place du 18 juin 1940 - 94510)
Mercredi 24 janvier 2024 de 14h00 à 17h00
- **Mairie de Pontcarré** (Place Jean Moulin - 77135)
Samedi 27 janvier 2024 de 10h00 à 13h00
- **Mairie de Tourman-en-Brie** (1, place Edmond de Rothschild - 77220)
Jeudi 1er février 2024 de 14h00 à 17h00
- **Mairie de Roissy-en-Brie** (9 rue Pasteur - 77680)
Mardi 6 février 2024 de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête)

Réunions d'échanges & d'informations


Mercredi 10 janvier 2024

- 19h00 à 21h00
Salle polyvalente de la commune de FAVIÈRES (7, rue du marais - 77220)

Lundi 15 janvier 2024

- 19h00 à 21h00
Espace Horizon de la commune d'OZOIR-LA-FERRIÈRE (Allée de l'espoir - 77330)

Le dossier d'enquête est à votre disposition sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires :



Toute information complémentaire peut être demandée à la DGAC (Monsieur LE FOLL ; orly-enquete-pbntoils-bf@aviation-civile-gouv.fr).

ANNEXE 4 a : PUBLICATIONS LEGALES : « LA REPUBLIQUE de SEINE et MARNE » 18 DECEMBRE 2023

Annonces judiciaires et légales

Avis administratifs

734973001 - AA

Direction générale de l'aviation civile (DGAC)

Procédure de descente continue face à l'ouest aéroport de Paris-Orly 1ER AVIS

Par arrêté inter-préfectoral n° 2023/83/DCE/BPE/SER/D du 29 novembre 2023 est prescrite une enquête publique relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) dont le siège se situe au 50, rue Henry Farnan 75015 Paris cedex 15.

Cette enquête publique aura lieu durant 34 jours consécutifs, du jeudi 4 janvier 2024 à 9h00 au mardi 6 février 2024 à 17h00, en maires des communes de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Livigny-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufloutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Portancré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), concernées par la périmètre de l'enquête publique.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Favières.

Sont désignés membres de la commission d'enquête : M. Manuel GUIL-LAMO, général en retraite, en tant que président, Mme Aicha HAMMOU, responsable ressources humaines en retraite et M. Jean-Marie-PAULOT, inspecteur général de l'administration en retraite, en tant que membres titulaires.

Mme Martine MORIN, sous-directrice de la caisse d'allocation familiale du Val-de-Marne à la retraite, est désignée en tant que membre suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- en format papier : en maires de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières (salle des mariages), Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Livigny-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufloutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Portancré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94) aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public.

- en version numérique :
 - en mairie de Favières, sur un poste informatique dédié,
 - sur les sites internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne et dans le Val-de-Marne aux adresses suivantes : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>, <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concerterations-prelabiles>
 - sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires : <https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/transport-84.html>

- sur le site internet : Entre voisins > l'adresse suivante : <https://entrevoisins.groupepdp.fr/>
- Le public pourra consulter et consigner ses observations et propositions :
- sur les registres d'enquête en format papier ouverts en maires de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Livigny-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufloutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Portancré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94) aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public.

- sur le registre dématérialisé accessible à partir du poste informatique dédié installé à la mairie de Favières, ainsi que sur les sites internet précitées.
- par courrier électronique, à l'adresse suivante : descentecontinuewestof@maireregistre-numerique.fr
- Jusqu'au terme de l'enquête publique, les observations et propositions du public pourront également être adressées au président de la commission d'enquête, par voie postale, au siège de l'enquête (Mairie de Favières - 5, rue de la Brie 77220 Favières - ENQUETE PU-

BLIQUE ORLY). Elles seront annexées au registre papier déposé à la disposition du public.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions des intéressés aux lieux, dates et heures suivantes :

Mairie de Favières (5, rue de la Brie - 77220) : le jeudi 4 janvier 2024 de 9 h 00 à 12 h 00

Mairie d'Ozoir-la-Ferrière (45, avenue du Général-de-Gaulle - 77834) : le samedi 6 janvier 2024 de 9 h 00 à 17 h 00

Mairie de Les Chapelles-Bourbon (place de la Marie - 77610) : le mercredi 10 janvier 2024 de 9 h 00 à 12 h 00

Mairie de Lésigny (6, rue de Villarcieu - 77150) : le mercredi 17 janvier 2024 de 14 h 00 à 17 h 00

Mairie de Pontault-Combault (107, avenue de la République - 77340) : le jeudi 25 janvier 2024 de 14 h 00 à 17 h 00

Mairie de Tournan-en-Brie (1, place Edmond de Rothschil - 77220) : le jeudi 25 janvier 2024 de 14 h 00 à 17 h 00

Mairie de Roissy-en-Brie (9, rue Pasteur - 77680) : le mardi 6 février 2024 de 14 h 00 à 17 h 00 (clôture de l'enquête).

Deux réunions d'échange et d'information avec le public seront organisées aux frais de la direction générale de l'aviation civile :

- le mercredi 10 janvier 2024, de 19h00 à 21h00, à la salle polyvalente de la commune de Favières (7, rue de la mairie - 77220 Favières)
- le lundi 15 janvier 2024, à partir de 19h00 à 21h00, à l'Espace HORIZON commune d'Ozoir-la-Ferrière (Allée de l'Espoir - 77330 Ozoir-la-Ferrière).

Toute information complémentaire peut être demandée à la DGAC (M. LE FOLL - oly-enquete@pdl-01.fr - aviation-civile.gouv.fr).

Toute personne peut, sur sa demande et aux frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête auprès du préfet de Seine-et-Marne et présent avis d'enquête sera publié sur les sites internet précités.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée en préfectures de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne et dans chacune des mairies précitées pour y être tenue à la disposition du public, pendant un délai d'un mois, sur les sites internet précités.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront transmis à la commission consultative de l'environnement de l'aéroport Paris-Orly ainsi qu'à l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires qui émettront un avis sur la modification de la procédure de la circulation aérienne envisagée.

Le projet de mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) sera adopté par arrêté ministériel puis mis en œuvre après publication de la procédure par le service information aéroportuaire.

7350374901 - AA

Préfet de Seine-et-Marne

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île de France

Unité départementale de Seine-et-Marne

Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS

La société CHAMYLINEX, dont le siège social est situé 13, rue du Bois-Moisy à Stains (93420), a déposé le 15 juin 2023 et complète le 8 août 2023 et le 12 décembre 2023 un dossier de demande d'enregistrement au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour l'exploitation d'un entrepôt situé 28, rue Gay-Lussac, 21 de Mitry-Mory, à Mitry-Mory (77690).

L'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement est M. le Préfet de Seine-et-Marne.

L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux

Le dossier sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse suivante : <http://www.seine-et-marne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Enregistrement>

Le public peut consigner ses observations et propositions, pendant toute la durée de la consultation du public :

- sur un registre ouvert à la mairie de Mitry-Mory
- par courrier, à l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la DREIT située au 14, rue de l'Aluminium à Savigny-le-Temple (77547).

- par message électronique à l'adresse générale de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la DREIT d'Île de France : ud77.dreit@developpement-durable.gouv.fr

L'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement est M. le Préfet de Seine-et-Marne.

L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux

prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 (entrepôts couverts de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ou d'un arrêté de refus.

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/156 du 12 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société CHAMYLINEX sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <http://www.seine-et-marne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

7350226301 - AA

Préfet de SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

Unité départementale de Seine-et-Marne

Création d'un bâtiment d'activité et de logistique sur la commune de Croissy-Beaubourg

AVIS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC

La société ACTHALL DÉVELOPEMENT, dont le siège social est situé au 31, rue de la Baume à Paris (75008), a déposé le 20 novembre 2023 et complète le 4 décembre 2023, un dossier de demande d'enregistrement au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour la création d'un bâtiment d'activité et de logistique, implanté ZAC de Lamaillet sur la commune de Croissy-Beaubourg (77183).

Un exemplaire du dossier de la demande précitée, transmis complet et régulier le 4 décembre 2023 et la société ACTHALL DÉVELOPEMENT à l'issue de la phase d'instruction, sera déposée en version papier et numérique en mairie de Croissy-Beaubourg, commune siège de la consultation du public, du 2 janvier 2024 au 30 janvier 2024 inclus.

Le dossier sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse suivante : <http://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Enregistrement>

Le public peut consigner ses observations et propositions, pendant toute la durée de la consultation du public :

- sur un registre ouvert à la mairie de Croissy-Beaubourg
- par courrier, à l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la DREIT située au 14, rue de l'Aluminium à Savigny-le-Temple (77547).

- par message électronique à l'adresse générale de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la DREIT d'Île de France : ud77.dreit@developpement-durable.gouv.fr

L'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement est M. le Préfet de Seine-et-Marne.

L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux

prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à disposition du public du dossier déposé par la société ACTHALL DÉVELOPEMENT sont publiés sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne à l'adresse : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Actions-de-l'Etat/Environnement-et-cadre-de-vie/ICPE-carrieres/Information-du-public>

Le présent avis de consultation du public, ainsi que l'arrêté préfectoral n° 2023/DREIT/UD77/151 du 7 décembre 2023 portant mise à

[illegible][illegible]

27 Les Echos Mardi 19 décembre 2023

Tikehau Capital s'allie à Nikko AM et se renforce en Asie

GESTION D'ACTIFS

Le groupe de gestion d'actifs alternatifs entend profiter du réseau de distribution de l'acteur nippon dans toute l'Asie.

Caroline Mignon

L'Asie se présente aujourd'hui comme un formidable terrain de jeu pour les sociétés de gestion. Croissance économique et vieillissement de la population forment une recette d'urgence sans précédent. Selon le Boston Consulting Group, les grandes fortunes du continent devraient croître à un rythme défilant toute concurrence d'ici à 2027. Même Hong Kong suscite l'intérêt de la Suisse, dans ce domaine, en 2023. C'est pour profiter de cet essor que Tikehau Capital vient d'entrer en discussion avec Nikko Asset Management en vue d'un partenariat stratégique en Asie. Le groupe tricolore coté en Bourse profiterait ainsi du réseau de distribution de Nikko AM au Japon et dans d'autres pays d'Asie.

« Nikko AM appartient à SMTH, Sumitomo Mitsui Trust Holdings, un des plus grands groupes bancaires japonais, qui possède des ramifications dans toute l'Asie », explique Antoine Planchard, cofondateur de Tikehau. SMTH est le premier groupe de gestion japonais avec 850 milliards de dollars d'actifs. Le groupe a mis un premier pied en Asie en 2016 avec l'ouverture d'un bureau à Singapour et grâce à un partenariat avec le fonds suisse Teneo, devenu actionnaire depuis. Il s'est ensuite installé à la Corée du Sud puis au Japon, avant la pandémie, et ouvre actuellement un bureau à Hong Kong.

« Avec sa population vieillissante, le Japon réalise d'importantes dépenses de plus en plus, son économie et la gouvernance se transforment, c'est un marché très dynamique », explique Antoine Planchard. Le pays s'efforce d'attirer des investisseurs étrangers qui pourraient contribuer à la croissance économique et à la modernisation des infrastructures, les plus difficiles.

Ouzie la volatilité boursière et monétaire, les « Alternatives » comprennent un volet de réflexion structurée, les plus difficiles.

et longues à mettre en place. Les nombreuses initiatives mises en place aujourd'hui pour moderniser le secteur financier notamment, semblent répondre à ce projet.

Le gouvernement vient de lancer un « plan pour promouvoir le Japon comme centre leader de l'asset management », proposant des réductions de taxes pour les investisseurs particuliers et des réformes de gouvernance, visant à « promouvoir une croissance soutenue des entreprises et accroître leur valeur sur le moyen et long terme ».

La stratégie de partenariat de Tikehau Capital concerne aussi bien les entreprises (Tikehau pour les entreprises d'énergie, Alstom pour la dette immobilière, Airbus, Dassault, Thales et Safran

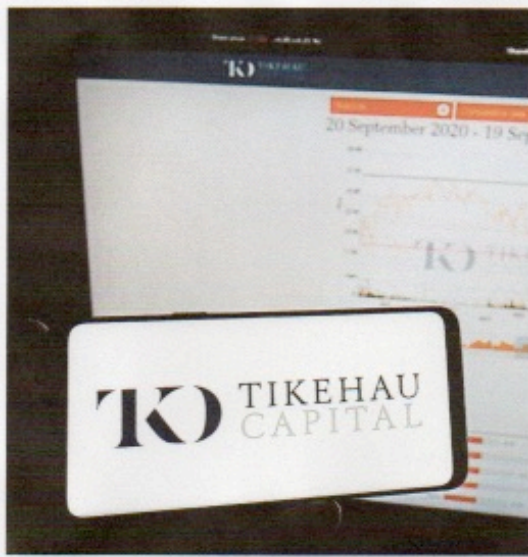
pour les fonds aéronautiques) que les familles (Mitsubishi) ou les institutions financières (Teneo, Morgan Stanley, etc).

La création

L'alliance avec Nikko AM se traduira également par la création d'une coentreprise (joint-venture) dédiée aux stratégies d'investissement sur les marchés privés asiatiques. Enfin, le groupe nippon devrait prendre une participation dans Tikehau Capital, par le biais d'allocations d'actions, qui pourrait augmenter progressivement, mais qui resterait inférieure au premier seul légal de déclaration de franchise, c'est-à-dire 5 % du capital social ou des droits de vote.

Selon le classement IPR, Nikko AM est le sixième gestionnaire d'actifs japonais avec 219,3 milliards de dollars d'actifs au 30 juin. Contrairement à Tikehau Capital, spécialiste des actifs privés, le groupe est spécialisé dans les stratégies actions (55 % des actifs), obligations et multi-actifs.

Nikko AM s'est développé par le biais d'acquisitions sur tout le marché asiatique des dernières années. Le groupe bénéficie aussi de joint-ventures en Australie, Malaisie et en Chine, de bureaux à Hong Kong, Nouvelle Zélande et Singapour. Tikehau s'ajoute à la longue liste de groupes financiers se renforçant sur le marché asiatique, comme Amundi, Allianz GI, Julius Bär, UBS par le biais de Credit Suisse, M&G ou Nerdus AM. ■



Le groupe a mis un premier pied en Asie en 2016 avec l'ouverture d'un bureau à Singapour.

Dans le private equity, les salaires continuent d'augmenter en Europe

CAPITAL- INVESTISSEMENT

Selon une étude, le salaire de base d'un jeune associé de fonds s'est élevé à 108.000 euros cette année, contre 97.000 euros en 2022.

Thibaut Madelin

Ajouté que le private equity est confronté à un retournement de cycle, à la suite de la hausse brutale des taux d'intérêt, les professionnels du secteur continuent de bénéficier d'augmentations de salaire importantes en Europe, selon une étude réalisée de Heidrick & Struggles.

Selon le cabinet de recrutement, qui a interrogé 100 spécialistes du secteur au Royaume-Uni et dans l'Union européenne, 71 % ont vu leurs salaires de base augmenter entre 2022 et 2023, avec une proportion toutefois plus faible outre-Manche que sur le continent.

Le mouvement est particulièrement visible pour les postes d'associé (« associate ») qui s'adressent aux jeunes en début de carrière. Sur ce segment, le salaire annuel moyen atteint 108.050 euros en 2023, contre 97.000 euros en 2022, soit une hausse de près de 13 %. A ce salaire de base s'ajoute un bonus moyen de 74.000 euros en 2023 pour cette catégorie d'employés, contre 62.000 euros en 2022.

Une demande d'expertise financière plus forte

« La hausse notable de la rémunération est probablement déterminée par la concurrence accrue des banques d'investissement pour les jeunes talents, ainsi que par une augmentation de la demande d'expertise financière dans les secteurs comme la technologie et les soins de santé », ont estimé les auteurs de l'étude. Les variations sont en effet moins fortes pour les postes les plus élevés dans la hiérarchie, à savoir ceux de « partner » et « managing partner », qui ont perçu cette année un salaire de base de 326.000 euros en moyenne,

en hausse de 6 %, jusqu'à atteindre un bonus moyen de 321.000 euros. Les jeunes partenaires gagnent environ moitié moins que leurs homologues plus expérimentés, mais nombreux à ces niveaux hiérarchiques. Dans les postes juniors, toutefois, les débutants gagnent désormais plus que les seniors.

Le private equity est un des secteurs les plus attractifs de la finance malgré la chute des opérations de M&A.

Les dirigeants de sociétés européennes détenues par des fonds de capital-investissement profitent eux aussi des largesses du secteur. Selon un autre rapport de Heidrick & Struggles, leur rémunération de base était de 447.000 dollars (410.000 euros) en moyenne en 2023, et le bonus moyen, respectivement de 285.000 dollars, pour une rémunération moyenne totale de 745.000 dollars.

A ces niveaux, qui n'ont pas été perturbés par la chute des opérations de M&A, le private equity est un des secteurs les plus attractifs de la finance. Il semble résister à un contexte pourtant bouleversé par la chute de 60 % des opérations de fusions et acquisitions et une réduction des levées de fonds suite au resserrement monétaire. Ce retournement de marché intervient après une décennie d'expansion dans le secteur, portée par des taux bas, voire négatifs, qui ont propulsé les valorisations des actifs à des niveaux exorbitants et gonflé les rendements des fonds de private equity. Mais depuis, même de gros acteurs comme Carlyle sont contraints d'accepter des pertes, comme après la crise financière.

Si tous les spécialistes ne recourent pas à de telles mesures, ils sont en revanche soucieux d'optimiser leurs coûts et attendent à la consolidation en cours. « Tout le monde regarde tout le monde », selon une source bancaire. Cette année, l'italien ICP est tombé entre les mains de Bridgepoint et le néerlandais DIF Capital Partners dans celles de CVC. ■

FINANCE & MARCHÉS

en bref



Edmond de Rothschild et Apex Group annoncent un accord stratégique

BANQUE Edmond de Rothschild a conclu un accord définitif pour vendre ses activités d'Asset Servicing pour compte de tiers, basées en Luxembourg, à Apex Group, un fournisseur mondial de services financiers, a annoncé lundi le groupe privé familial. Dans le cadre de cet accord, Apex Group fera également l'acquisition des activités dépositaires, d'administration de fonds et d'agent de transaction des fonds de private equity et d'infrastructure d'Edmond de Rothschild.

L'industrie financière britannique reste à la traîne pour la diversité

GOVERNANCE La moitié des postes à responsabilité au sein des institutions financières britanniques est encore occupée par des hommes blancs issus d'un milieu aisé, selon une étude de Progress Together, organisme créé par des entreprises de la City. Autre constat, c'est que l'origine socio-économique que le genre qui accède ou ralentit la progression des carrières.

annonces judiciaires & légales

Statut général de l'ordonnance 6542

PROCÉDURE DE DISCOURS CONTINUÉ

RACE À L'EST

AÉROPORT DE PARIS-ORLY

Le tribunal administratif de Paris a rendu son jugement sur le recours en annulation de la décision de l'Agence de l'aviation civile (AEC) relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a rejeté le recours et a confirmé la décision de l'AEC.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

Le tribunal a également rejeté le recours en annulation de la décision de l'AEC relative à la mise en œuvre de la procédure de discours continué à l'aéroport de Paris-Orly.

ANNEXE 4 e : PUBLICATION LEGALE : « LA REPUBLIQUE de SEINE et MARNE » 8 JANVIER 2024

Annonces judiciaires et légales

Adjudications immobilières

7351829801 - VJ

VENTE AU ENCHÈRES PUBLIQUES

Au T.J de Melun
Palais de Justice, 2, avenue du Général-Leclerc, Melun (77)

Le jeudi 15 février 2024 à 14 h 00

EN UN SEUL LOT
UN PAVILLON de 105,66 m² à COMBS LA VILLE (77380)
2, rue Georges-Pompidou

Cadastrée Section B n° 2969, pour une superficie de 141 m².
De type 5 pièces, comprenant :
Au rez-de-chaussée : entrée, WC, placard, cuisine, séjour, garage attenant.
Au premier étage : palier, 3 chambres, salle de bains avec WC.
Au deuxième étage : palier, 1 chambre, 1 salle d'eau.
Jardin.
Le bien est occupé.

Mise à prix : 67 000 euros

Consignation pour enchérir (par chèques de banque) :
- 6 700 euros par chèque de banque à l'ordre du bâtonnier séquestre, ou par caution bancaire irrévocable ;
- 12 000 euros, par chèque de banque à l'ordre de la CARPA, assorti d'une attestation d'origine des fonds remis ;

Rens. : Me Dominique NARDEUX, avocat au Barreau de Melun, 157, rue Rousseau-Vaudran, 77190 Dammarie-les-Lys, associé de la SELARL SAULNIER NARDEUX, 182, rue Grande, 77300 Fontainebleau, membre de l'AIARPI LEXIALIS (par courriel : fontainebleau@lexialis.com - par téléphone au 01 64 22 20 23, - Consultation du cahier des conditions de vente au Greffe du tribunal judiciaire de Melun, - Sur internet : www.licitor.com

La visite est prévue le lundi 5 février 2024 de 11 h 00 à 12 h 00.

7351754201 - VJ

77

Vente au Enchères Publiques, au T.J de MELUN, 2, avenue du Général Leclerc

LE JEUDI 15 FÉVRIER 2024 À 14 H 00
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT de 85,51 m²

A ROISSY EN BRIE (77)
17 boulevard de la Malibran, « Centre A2 »

Dans le bât. B, 4^{ème} étage face drte par rapport à la sortie asc., de 4 P.P comp.; Une entrée, cuisine, salle d'eau, WC, salle de séjour, trois chambres, couloir, rangements, balcons dont un avec jardinière, Csd, Sdc, A/N 19 m² - Résidence du Centre Commercial -, pour 26 à 54 ca,
LES LIEUX SONT OCCUPÉS.

Mise à prix : 42 000 euros

Consignation pour enchérir (par chèques de banque) :
- 4 200 euros par chèque de banque à l'ordre du Bâtonnier séquestre, ou par caution bancaire irrévocable ; - 12 000 euros, par chèque de banque à l'ordre de la CARPA, assorti d'une attestation d'origine des fonds ;

Rens. : Me Dominique NARDEUX, Avocat au Barreau de MELUN, 157, rue Rousseau Vaudran, 77190 DAMMARIE LES LYS, associé de la SELARL SAULNIER NARDEUX, 182 rue Grande, 77300 FONTAINEBLEAU, membre de l'AIARPI LEXIALIS - par courriel : fontainebleau@lexialis.com - par téléphone au 01 64 22 20 21 ou au 01 64 22 20 23 - consultation du cahier des conditions de vente au Greffe du Tribunal Judiciaire de MELUN, - sur INTERNET : www.licitor.com

VISITE SUR PLACE : LUNDI 5 FÉVRIER 2024 DE 14 H 00 À 15 H 00

7351044701 - VJ

77

Vente au Enchères Publiques au T.J. de FONTAINEBLEAU Palais de Justice, 159, rue Grande à FONTAINEBLEAU (77)

LE MARDI 13 FÉVRIER 2024 À 14 H 00 - EN UN SEUL LOT
UNE MAISON D'HABITATION de 116,96 m²

A CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77) - 32, rue de Sens

Élevée sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et d'un étage, comprenant :
Au rez-de-chaussée : séjour, cuisine, WC, chambre, salle d'eau avec WC,
À l'étage : dégagement, 4 chambres dont 2 avec placard, salle de bains avec WC.
Sous-sol : 2 pièces.
Extérieur : jardin en friche.
Cadastrée Section AE n° 812, lieudit « Les Maloutres », pour 04 à 19 ca.
LE BIEN EST INOCCUPÉ.

Mise à prix : 55 000 euros

Consignation pour enchérir (par chèques de banque) :
- 5 500 euros par chèque de banque à l'ordre du Bâtonnier séquestre, ou par caution bancaire irrévocable ;
- 12 000 euros, par chèque de banque à l'ordre de la CARPA, assorti d'une attestation d'origine des fonds ;

Renseignements :
- Me Dominique SAULNIER, avocat associé de la SELARL SAULNIER NARDEUX, avocat au Barreau de Fontainebleau, 182, rue Grande, 77300 Fontainebleau, membre de l'AIARPI LEXIALIS.
- Par courriel : cabinet@lexialis.com
- Par téléphone au 01 64 22 29 61 ou au 01 64 22 20 23,
- Consultation du cahier des conditions de vente au Greffe du tribunal judiciaire de Fontainebleau,
- Sur internet : www.licitor.com

VISITES SUR PLACE : LE LUNDI 29 JANVIER 2024 DE 9 H 00 À 10 H 00, ET LE LUNDI 5 FÉVRIER 2024 DE 9 H 00 À 10 H 00.

7352143501 - VJ

SCPA MALPEL & ASSOCIÉS
Me Guillaume MÊAR
21, avenue Thiers, 77008 MELUN cedex
Téléphone : 01 64 10 26 80

VENTE AU ENCHÈRES PUBLIQUES EN UN SEUL LOT

Deux bureaux à LIEUSANT (77127)

Visite le vendredi 2 février 2024 de 9 heures à 10 heures.

L'adjudication aura lieu le jeudi 15 février 2024 à 14 heures au palais de justice de Melun, 2, avenue du Général-Leclerc à Melun (77000).

À la requête de :

Le CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE PROVENCE-ALPES-CORSE, société anonyme à directeur et conseil d'orientation et de surveillance, au capital de 1 100 000 000 euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro 775 559 404, ayant son siège social à Marseille (13006), place Estrangin Pastre, agissant poursuites et diligences de son président du directeur domicilié de droit audit siège.

Désignation :

Sur la commune de Lieusant (77178), carré Haussmann, 06, trait d'union, dans un ensemble immobilier cadastré section 2F n° 200, lieudit la rue des pucelles, pour une contenance de 90 ares :
- Le lot 37 : au rez-de-chaussée du bâtiment A, un bureau d'une surface de 29,39 m², et les 81/10,000èmes des parties communes générales ;
- Le lot 69 : au premier étage du bâtiment A, un bureau d'une surface de 29,14 m², et les 90/10,000èmes des parties communes générales ;

Occupation : Les lots 37 et 69 font l'objet d'un bail commercial pour une durée de neuf années entières et excévues, avec prise d'effet à compter du 1^{er} février 2022, pour un loyer annuel toutes taxes comprises, hors charges, de 12 441,46 euros ;
Le lot 37 fait l'objet d'un bail commercial dérogatoire de sous-location comprenant les lots 1718 et 3637, pour une durée de 24 mois, prenant effet au 2 mai 2023, pour un loyer annuel toutes taxes comprises de 23 839,20 ;
Le lot 69 fait l'objet d'un bail commercial dérogatoire de sous-location comprenant les lots 69/09, pour une durée de 36 mois, prenant effet au 1^{er} janvier 2020, pour un loyer annuel toutes taxes comprises de 17 039,88 euros ;

Mise à prix : 70 000 euros

Consignations pour enchérir :
- 7 000 euros, par chèque de banque à l'ordre du bâtonnier séquestre, assorti d'une attestation d'origine des fonds, ou par caution bancaire irrévocable ;
- 12 000 euros, par chèque de banque à l'ordre de la CARPA, assorti d'une attestation d'origine des fonds ;

Rais : Les frais prétablés à la vente et ceux ordinaires de vente seront payables en sus du prix d'adjudication.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Greffe du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Melun ou au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant.

S'adresser pour les renseignements :
- au cabinet de Me Guillaume MÊAR, 21, avenue Thiers à Melun (77000) ;
- Par Saissies Immobilières : 01 64 10 26 80 - courriel : avocats@malpel-associés.com ;
- annonce sur internet : www.licitor.com et www.malpel-avocats.fr ;
- Pour enchérir le ministre d'un avocat exerçant devant le tribunal judiciaire de Melun est obligatoire.

Signé : Guillaume MÊAR, avocat poursuivant.

Avis administratifs

7349137101 - AA

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

MAROLLES-SUR-SEINE

ZAC DU MOULIN

2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral n° 2023/22/DCSE/BPE/E du 28 novembre 2023 est prescrite, pendant 32 jours consécutifs, du lundi 8 janvier 2024 à 9 h 00 au jeudi 8 février 2024 à 17 h 00, en mairie de Marolles-sur-Seine, une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale unique sollicitée par la Communauté de communes du Pays de Montoreau (CCPM), en vue de l'aménagement de la ZAC du Moulin, située sur la commune de Marolles-sur-Seine.

Le projet relève des rubriques 2.1,5.0 (autorisation), et 3.1,5.0 (déclaration) de la nomenclature relative à la loi sur l'eau et intègre également les procédures d'évaluation d'incidences Natura 2000 au titre de l'article L4114-4 du Code de l'environnement, et la demande de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées au titre de l'article L411-2 du Code de l'environnement.

M, Jean-Luc BOISGONTIER, chef de service travaux, puites en retraite, et M, Fabien FOURNIER, consultant en stratégie, sont désignés, respectivement titulaire et suppléant, en qualité de commissaires enquêteurs par décision n° E23000977 du 6 novembre 2023 du tribunal administratif de Melun.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- en version papier en mairie de Marolles-sur-Seine aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- en version numérique consultable en :

- les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- en version numérique consultable en :

- les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- en version numérique consultable en :

Le jeudi 18 janvier 2024 de 14 h 00 à 17 h 00

- le jeudi 25 janvier 2024 de 10 h 00 à 12 h 00,
- le jeudi 1^{er} février 2024 de 10 h 00 à 12 h 00,
- le jeudi 8 février 2024 de 14 h 00 à 17 h 00 (jour de clôture de l'enquête).

Toute information relative au projet pourra être obtenue auprès de la CCPM - Mme Nathalie CENVEIRA PÉSI - courriel : contact@paysdemontereau.fr

Le présent avis est consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne à l'adresse suivante : www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de la Préfecture - DCSE BPE (12, rue des Saints-Pères 77011 Melun Cedex). Le dossier est également téléchargeable sur le site internet précité.

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, en mairie de Marolles-sur-Seine et sur le site internet des services de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne à l'adresse suivante : www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques.

Au terme de l'enquête publique unique, il sera statué sur la demande d'autorisation environnementale unique par arrêté du Préfet.

7349030401 - AA

Direction générale de l'aviation civile (DGAC)

Procédures de descente en configuration face à l'ouest aéroport de Paris-Orly

2E AVIS

Par arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023 est prescrite une enquête publique relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) dont le siège est situé au 10, rue Henry Farman 75015 Paris cedex 15.

Cette enquête publique aura lieu durant les jours consécutifs, du jeudi 4 janvier 2024 à 9 h 00 au mardi 6 février 2024 à 17 h 00, en mairies des communes de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Livery-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-la-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94), concernées par le périmètre de l'enquête publique.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Favières.

Sont désignés membres de la commission d'enquête : M. Manuel GUIL-LAUD, général en retraite, en tant que président, Mme Aicha HAMMOU, responsable ressources humaines en retraite et M. Jean-Marie PAULOT, inspecteur général de l'administration en retraite, en tant que membres titulaires, et Mme Martine MORN, sous-directrice de la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne à la retraite, est désignée en tant que membre suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- en format papier : en mairies de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières (salle des mariages), Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Livery-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-la-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94) aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public ;
- en version numérique : en mairie de Favières, sur un poste informatique dédié, et dans le Val-de-Marne aux adresses suivantes : <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques> et <https://www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques> ;
- sur le site internet du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires : <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/consultations-publiques/developpement-durable/gouv.fr/transport-87.html> ;
- sur le site internet « Entre voisins » à l'adresse suivante : <https://entrevoisins.groupeadp.fr/>

Le public pourra consulter et consigner ses observations et propositions :
- sur les registres d'enquête en format papier ouverts en mairies de Bussy-Saint-Georges, Les Chapelles-Bourbon, Châtres, Chaumes-en-Brie, Chevry-Cossigny, Favières, Fontenay-Trésigny, Gretz-Armainvilliers, La Houssaye-en-Brie, Lésigny, Livery-en-Brie, Marles-en-Brie, Neufmoutiers-en-Brie, Ozoir-la-Ferrière, Pontault-Combault, Pontcarré, Presles-en-Brie, Roissy-en-Brie, Tournan-en-Brie, Villeneuve-la-Comte, Villeneuve-Saint-Denis (77) et La Queue-en-Brie (94) aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies au public ;
- sur le registre dématérialisé accessible à partir du poste informatique dédié installé à la mairie de Favières, ainsi que sur les sites internet précités.

Par courrier électronique, à l'adresse suivante : descentcontour@seineval-matregistre-numerique.fr

Jusqu'au terme de l'enquête publique, les observations et propositions du public pourront également être adressées au président de la commission d'enquête, à l'adresse suivante : commission-enquete-publique@dgac.fr

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions des intéressés aux lieux, dates et heures suivantes :
- Mairie de Favières (5, rue de la Brie - 77220) : le jeudi 4 janvier 2024 de 9 h 00 à 12 h 00
- Mairie d'Ozoir-la-Ferrière (45, avenue du Général-de-Gaulle - 77330) : le samedi 6 janvier 2024 de 9 h 00 à 12 h 00
- Mairie de Les Chapelles-Bourbon (place de la Mairie - 77610) : le mercredi 10 janvier 2024 de 9 h 00 à 12 h 00
- Mairie de Lésigny (6, rue de Villeneuve - 77150) : le mercredi 17 janvier 2024 de 14 h 00 à 17 h 00
- Mairie de Pontault-Combault (107, avenue de la République - 77340) : le samedi 20 janvier 2024 de 9 h 00 à 12 h 00
- Mairie de La Queue-en-Brie (Place du 18 juin 1940 - 94510) : le mercredi 24 janvier 2024 de 14 h 00 à 17 h 00
- Mairie de Pontcarré (place Jean Moulin - 77135) : le samedi 27 janvier 2024 de 10 h 00 à 13 h 00
- Mairie de Tournan-en-Brie (1, place Edmond de Foltzsch - 77220) : le jeudi 1^{er} février 2024 de 14 h 00 à 17 h 00
- Mairie de Roissy-en-Brie (9, rue Pasteur - 77350) : le mardi 6 février 2024 de 14 h 00 à 17 h 00 (clôture de l'enquête).

Deux réunions d'échange et d'information avec le public seront organisées aux frais de la direction générale de l'aviation civile :
- le mercredi 10 janvier 2024, de 19 h 00 à 21 h 00, à la salle polyvalente de la commune de Favières (7, rue du marais - 77220 Favières)
- le lundi 15 janvier 2024, à partir de 19 h 00 à 21 h 00, à l'Espace HORIZON commune d'Ozoir-la-Ferrière (Allée de l'Espoir - 77330 Ozoir-la-Ferrière).

Toute information complémentaire peut être demandée à la DGAC (A, LE FOLL - orly-enquete-pbtoits-bf@aviation-civile.gouv.fr).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête auprès du préfet de Seine-et-Marne. Le présent avis d'enquête sera publié sur les sites internet précités.

Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée en préfectures de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne et dans chacune des mairies précitées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique. Ces mêmes documents seront également publiés, pendant le même délai, sur les sites internet précités.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront transmis à la commission consultative de l'environnement de l'aéroport Paris-Orly ainsi qu'à l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires qui émettront un avis sur la modification de la procédure de la circulation aérienne envisagée.

Le projet de mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest de l'aéroport de Paris-Orly, par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) sera adopté par arrêté ministériel puis mis en œuvre après publication de la procédure par le service information aéroportuaire.

ANNEXE 5 : ELEMENTS DE CADRAGE DE L'ACNUSA



ELEMENTS DE CADRAGE

Séance du 5 juin 2023
N° 2023 / 18

Objet : projet de descente continue en approche de l'aéroport de Paris - Orly en configuration face à l'ouest

Vu le dossier de concertation préalable concernant la première phase du projet de procédures dit « PBN to ILS » mis à la disposition du public par l'administration de l'aviation civile pour une durée d'un mois, du lundi 15 mai 2023 au jeudi 15 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 2022 relatif à l'établissement et à la conception des procédures de vol aux instruments ;

Vu le règlement européen 2017/373 du 1er mars 2017 modifié par le règlement européen 2020/469 du 14 février 2020 pour ce qui concerne la fourniture des services de conception des procédures de vol aux instruments, permettant de transposer certaines dispositions de l'Annexe 11 à la Convention relative à l'aviation civile internationale portant sur le service de conception de procédures de vol aux instruments ;

Considérant que cette première phase du projet de procédures dit « PBN to ILS » permettra à l'aéroport de Paris - Orly de rejoindre les standards des taux de descentes continues communément rencontrés sur les autres grands aéroports européens ;

Considérant qu'il y aura une réduction substantielle des émissions sonores du fait de la minimisation des paliers (réduction de la gestion des manettes de gaz), bénéfique pour la part des populations exposées au bruit aérien, d'une réduction de la consommation de carburant et, par voie de conséquence, une baisse des émissions de gaz à effet de serre et autres polluants locaux ;

L'Autorité de contrôle retient l'intérêt global du projet mais relève qu'il existera deux catégories différentes de populations qui seront moins bénéficiaires que les autres, à savoir :

- Celles qui habitent, étudient ou travaillent sous le dernier segment de la descente au-delà du FAP. Ces populations n'auront pas de bénéfice du projet lui-même alors que ce sont elles qui sont les plus impactées par les nuisances sonores. Si le projet n'apportait pas, par lui-même, de réduction des impacts du bruit sur le territoire situé après le point FAP, sa mise en œuvre devrait permettre aux compagnies aériennes de prendre des mesures opérationnelles de nature à réduire les nuisances sonores durant la dernière phase du vol. Il devrait en effet être possible de s'accorder, par exemple, sur l'altitude minimale et maximale de sortie des trains d'atterrissage.

244, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris • Tél. : 01 53 63 31 80 • contact@acnusa.fr • <http://www.acnusa.fr>

ANNEXE 6 a : INDICATEURS ACOUSTIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



ACNUSA

AUTORITÉ DE CONTRÔLE DES NUISANCES AÉROPORTUAIRES

INDICATEURS ACOUSTIQUES PRECONISES POUR L'OBSERVATION DU BRUIT D'AERONEF

Affaire suivie par : Pôle technique
Date : 21/11/2023

Les indices acoustiques quantifient une émission sonore. Ils peuvent être classés en deux grandes familles :

- Les indices acoustiques événementiels ;
- Les indices acoustiques intégrés (moyenne énergétique).

L'ACNUSA préconise que soient produits conjointement les indicateurs moyennés et événementiels à partir de systèmes d'observations du bruit aéroportuaire, et que les indicateurs détaillés dans cette note soit présentés dans les bulletins d'information à destination de la riveraineté.

I. LES INDICES ACOUSTIQUES EVENEMENTIELS

Les indices acoustiques événementiels s'intéressent aux pics de bruit. Un pic de bruit correspond à une augmentation rapide suivie d'une diminution rapide du niveau de bruit. Un indice acoustique événementiel traduit l'émergence d'un bruit particulier par rapport au bruit de fond.

• LA_{MAX} (MAXIMUM SOUND LEVEL)

Le LA_{max} correspond à la valeur maximale du niveau de pression acoustique pondérée par une courbe de type « A »¹. Il s'exprime en décibel pondéré A (dBA).

Cet indice représente le niveau maximum atteint lors des pics de bruit et permet la prise en compte de crêtes de bruit élevées. Il est facile à mesurer et aisément compréhensible.

Le LA_{max} est utilisé dans les procédures normalisées touchant aux domaines routier et ferroviaire alors que le niveau équivalent « court » LA_{eq} (1 s) est utilisé (en complément du LA_{max}) dans les procédures normalisées touchant les autres domaines (transport aérien et industrie) (voir ci-après les indices acoustiques intégrés).

• NA_x (NOISE EVENTS ABOVE X DBA)

Le NA_x représente le nombre d'événements (passages de trains, survols, etc.) dépassant un seuil de bruit fixé.

Cet indice est facile à comprendre et paraît relativement bien adapté pour décrire la gêne liée à de nombreux pics de bruit.

Par exemple, les indices NA_{62} et NA_{65} correspondent respectivement au nombre d'événements de type aéroportuaire dont le niveau maximal LA_{max} dépasse 62 dBA et 65 dBA.

Cet indicateur est notamment utilisé pour le comptage des populations impactées par les modifications de la circulation aérienne.

¹ La pondération de type A tient compte de façon sommaire de la perception des sons par l'oreille humaine, en diminuant le poids des basses fréquences par rapport aux fréquences moyennes et hautes.

244, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris • Tél. : 01 53 63 31 80 • contact@acnusa.fr • <http://www.acnusa.fr>

ANNEXE 6 b : INDICATEURS ACOUSTIQUES



• EMERGENCE EVENEMENTIELLE

L'émergence événementielle correspond à la différence entre le niveau L_{Amax} et le niveau de bruit de fond (BGN pour *Background noise*) précédant l'événement. Elle est exprimée en dBA et est définie par la relation suivante :

$$\text{Emergence événementielle} = L_{Amax} - \text{BGN}$$

Cet indice permet le dénombrement des pics de bruit par classe d'émergence. Il est aisément compréhensible.

• L_{AE} OU SEL (SOUND EXPOSURE LEVEL)

Le L_{AE} correspond au niveau de pression acoustique pondéré A (dBA) d'un son fictif qui, maintenu constant pendant 1 seconde, aurait la même énergie acoustique que l'événement considéré. Il est souvent désigné par SEL.

Sa traduction mathématique est donnée par la relation suivante :

$$L_{AE} = L_{Aeq, \text{événement}} + 10 \log(\text{durée de l'événement})$$

où $L_{Aeq, \text{événement}}$ = niveau de pression acoustique continu équivalent (voir ci-après les indices acoustiques intégrés).

Le L_{AE} permet de représenter l'énergie d'un pic de bruit, en tenant compte de la durée, ce qui facilite les comparaisons entre deux événements de durées différentes.

En revanche, le L_{AE} ne représente pas une valeur physique directement mesurable, au sens où sa valeur est supérieure au L_{Amax} , ce qui peut poser problème en termes de communication et de compréhension.

II. LES INDICES ACOUSTIQUES INTEGRES

Les indices acoustiques intégrés s'intéressent à une dose moyenne d'énergie *acoustique délivrée pendant une durée donnée*.

• L_{DEN} (DAY-EVENING-NIGHT ASSESSMENT SOUND LEVEL)

Le L_{den} est un niveau composite d'évaluation du niveau sonore sur 24 h (jour-soirée-nuit), exprimé en décibels pondérés A (dBA). Il est évalué sur une période suffisamment longue pour être représentative de la variabilité de l'émission sonore et des conditions de propagation (exemple : une année pour les cartes stratégiques de bruit réalisées dans le cadre de la Directive européenne 2002/CE/49). Il désigne le niveau sonore continu équivalent composé de la moyenne énergétique des niveaux sonores continus équivalents mesurés sur trois intervalles de référence de jour, de soirée et de nuit, auxquels sont appliqués des termes correctifs majorants, avec des pénalisations différentes selon l'heure.

Sa traduction mathématique est donnée par la relation suivante :

$$L_{den} = 10 \log \left[\frac{12}{24} \times 10^{\frac{L_d}{10}} + \frac{4}{24} \times 10^{\frac{L_e+5}{10}} + \frac{8}{24} \times 10^{\frac{L_n+10}{10}} \right]$$

où :

L_d = niveau sonore de jour (de 6 h à 18 h, pondéré A) ;

L_e = niveau sonore en soirée (de 18 h à 22 h, pondéré A) (auquel est appliqué une correction de 5 dB, c'est-à-dire que les niveaux mesurés en soirée sont augmentés de 5 dBA) ;

L_n = niveau sonore de nuit (de 22 h à 6 h, pondéré A) (auquel est appliqué une correction de 10 dB, c'est-à-dire que les niveaux mesurés de nuit sont augmentés de 10 dBA).

Le L_{den} est l'un des principaux indices produits par les techniques classiques de modélisation. Grâce aux pénalisations qui lui sont appliquées en fonction des trois intervalles de référence, il peut prendre en compte (imparfaitement cependant) un critère de gêne différent selon la période de la journée.

Toutefois, le L_{den} représente imparfaitement la gêne occasionnée par des bruits non continus (avions, trains, véhicules au démarrage, passage de véhicules particulièrement bruyants, etc.).



ANNEXE 6 c : INDICATEURS ACOUSTIQUES



La directive européenne 2002/49/CE rend obligatoire l'utilisation du L_{den} et du L_n tout en laissant le champ ouvert à l'utilisation d'autres indices.

Les valeurs limites prises par la France en application de cette directive sont reportées dans le tableau suivant :

Indicateur	Aérodromes	Route et/ou LGV	Voie ferrée conventionnelle	Activités industrielles
L_{den} (dBA)	55	68	73	71
L_n (dBA)	50	62	65	60

Valeurs limites en France après transposition de la directive 2002/49/CE*

* Il s'agit de niveaux sonores évalués en façade de bâtiment sans prise en compte de la dernière réflexion pour les bruits de transport terrestre, en champ libre pour les bruits d'aéronefs

• $L_{eq,T}$ (EQUIVALENT LEVEL)

Le $L_{eq,T}$ est défini comme étant le niveau de pression acoustique continu équivalent, en décibels (dB), déterminé pour un intervalle de temps T. C'est la valeur moyenne énergétique du bruit fluctuant mesuré sur la durée T.

Le $L_{eq,T}$ est le niveau d'énergie acoustique moyen d'un son continu stable qui, au cours d'une période spécifiée $T = t_2 - t_1$, a la même pression acoustique quadratique moyenne qu'un son considéré dont le niveau varie au cours du temps.

Ce niveau est défini par la relation suivante :

$$L_{eq,T} = 10 \log \left[\frac{1}{t_2 - t_1} \int_{t_1}^{t_2} \left(\frac{p(t)}{p_o} \right)^2 dt \right]$$

La pression acoustique peut être pondérée en fréquence par la pondération A. Le niveau continu équivalent est alors noté $LA_{eq,T}$.



ANNEXE 7 : CAPTEUR ACOUSTIQUE DE BRUITPARIF A LESIGNY

ANNEXE 8 a : CERTICAT AFFICHAGE de FAVIERES



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Le maire de FAVIERES

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 14 décembre 2023 jusqu'au 07 février 2024

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débuter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- | | | |
|---|-------------------------------|---|
| 1 | Mairie le 14/12/23 | 5 |
| 2 | Salle des fêtes le 12/12/23 | 6 |
| 3 | LA ROUTE (HAYEAU) le 12/12/23 | 7 |
| 4 | | 8 |

Fait le 07 février 2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

ANNEXE 8 b : CERTIFICAT AFFICHAGE de CHEVRY-COSSIGNY



Direction de la Coordination
des Services de l'État

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Le maire de CHEVRY COSSIGNY

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 21/12/2023 jusqu'au 6/02/24

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débiter **impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023** jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée **au mardi 6 février 2024 inclus**.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- | | |
|--|--|
| 1 - Mairie - 20 Rue Charles Pothé | 5 Panneau Rue A. Dauvergne
côté parking |
| 2 - Panneau Place Centre | 6 Panneau Rue C. Pothé |
| 3 - Panneau Rue Robert Fréhel | 7 Panneau Rue de la Ferme |
| 4 - Panneau Rue Albert Dauvergne
côté cimetière | 8 Panneau Rue Beauverger |
| | 9 Panneau Rue Marcel Rigol |

Fait le 6/02/24
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 64 71 77 77

internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 c : CERTICAT AFFICHAGE de VILLENEUVE-LE-COMTE



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Le maire de VILLENEUVE-LE-COMTE

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 14/12/2023 jusqu'au 09/02/2024

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débiter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- 1 TENNIS
- 2 Clos St Nicolas
- 3 Parking Atelier
- 4 MAIRIE

- 5 Rue Hardy
- 6 Salle des Fêtes
- 7 ECOLE Publique
- 8

Fait le 09/02/2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 68 71 77 77

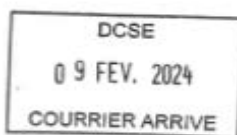
internet www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 d : CERTICAT AFFICHAGE de PONTCARRE



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE**



Le maire de PONTCARRE

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 12/12/2023 jusqu'au 06/02/2024

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débuter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- | | |
|---------------------|----------------------|
| 1 Mairie | 5 Grande Rue |
| 2 Place Jean Moulin | 6 Rue du Chemin Vert |
| 3 Avenue du Haras | 7 |
| 4 Rue de la Gare | 8 |

Fait le 04 février 2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Le Maire,
Tony SALVAGGIO

Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 64 71 77 77

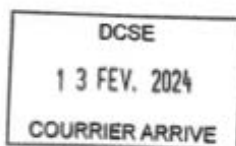
internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 e : CERTIFICAT AFFICHAGE de LA HOUSSAYE en BRIE



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Le maire de LA HOUSSAYE EN BRIE

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 08/12/2023 jusqu'au 09/02/2024

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débuter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- | | |
|------------------------------|-------------------------------|
| 1 Porte de la mairie | 5 Route de Heaux |
| 2 Place du Maréchal Angereau | 6 Route de Harbès |
| 3 Rue des Vergers | 7 Sentier du Clos de la Vigne |
| 4 Chemin des Hamières | 8 |

Fait le 10 février 2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Jean ABTEBOUL

Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

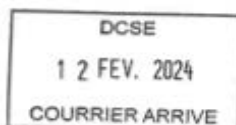
Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 84 71 77 77

internet www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 f : CERTICAT AFFICHAGE de MARLES en BRIE



Direction de la Coordination
des Services de l'État

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Le maire de MARLES EN BRIE

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 17 décembre 2023 jusqu'au 8 février 2024

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débuter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- 1 Place de la Prairie
- 2 École - rue Caen
- 3 48 rue Caen
- 4 rue Romain

- 5 13 lieu dit de la Croix St. Pierre
- 6 rue du Chemin Vert
- 7
- 8

Fait le 8 février 2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

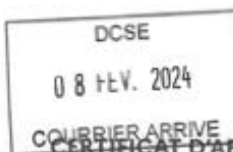
téléphone 01 64 71 77 77

internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 g : CERTICAT AFFICHAGE de LIVERDY



Direction de la Coordination
des Services de l'État



CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE



Le maire de LIVERDY EN BRIE

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 19 décembre 2023 jusqu'au 6 Février 2024 inclus.

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débiter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- | | | |
|---|---------------------------|---|
| 1 | Mairie de LIVERDY-EN-BRIE | 5 |
| 2 | Ecole de Liverdy en Brie | 6 |
| 3 | Réhal hameau de Liverdy | 7 |
| 4 | | 8 |

Fait le 6 FEVRIER 2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :


Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 64 71 77 77

internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 h : CERTICAT AFFICHAGE de GRETZ-ARMAINVILLIERS

 **PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Le maire de GRETZ ARMAINVILLIERS

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du mardi 19 décembre 2023 jusqu'au mercredi 7 janvier 2024


FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE
(l'affichage doit débuter **impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023** jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée **au mardi 6 février 2024 inclus.**)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

1 Rue de Paris (Mairie)	5 Rue De Paris (Résidence champagne)
2 Rue Dr Hutinel	6
3 Avenue de la Liberté	7
4 Bd V Hugo	8

Fait le 07/02/2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)

Le Maire
Jean-Paul GARCIA ROBIN



Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :
Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX téléphone 01 64 71 77 77 internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 i : CERTICAT AFFICHAGE de CHATRES



Direction de la Coordination
des Services de l'État

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE



Le maire de CHATRES

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du 08/12/2023 jusqu'au 06/02/2024.

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE

(l'affichage doit débuter impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023 jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au mardi 6 février 2024 inclus.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

- | | |
|-----------------------------|---|
| 1 MAIRIE (rue de la Mairie) | 5 |
| 2 | 6 |
| 3 | 7 |
| 4 | 8 |

Fait le
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



Le Maire,
M. ROLLIN

Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :


Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 64 71 77 77

internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 j : CERTIFICAT AFFICHAGE de LES CHAPELLES-BOURBONS



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE
AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Le maire de LES CHAPELLES BOURBONS

CERTIFIE que :

- L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),


a été affiché à la mairie du 19/12/2023 jusqu'au 06/02/2024.

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE
(l'affichage doit débuter **impérativement au plus tard le mardi 19 décembre 2023** jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée **au mardi 6 février 2024 inclus**.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

1 Placette	5
2 Panneau d'affichage rue du Limodin	6
3 Panneau d'affichage rue de Paris	7
4	8

Fait le 07/02/2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



*Pour le Maire
L'Adjoint délégué*

Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 64 71 77 77

internet : www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 8 k : CERTIFICAT AFFICHAGE de NEUFMOUTIERS



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

AVIS ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Le maire de NEUFMOUTIERS EN BRIE

CERTIFIE que :

► L'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté inter-préfectoral n° 2023/85/DCSE/BPE/SERV du 29 novembre 2023, relative à la mise en œuvre des procédures de descente continue en configuration face à l'ouest sur l'aéroport de Paris-Orly (PBN to ILS),

a été affiché à la mairie du Lundi 18/12/23 jusqu'au Mardi 7/02/24

FORMALITÉS D'AFFICHAGE DE L'AVIS D'ENQUÊTE
(l'affichage doit débiter impérativement au plus tard le **mardi 19 décembre 2023** jusqu'au minimum la fin de l'enquête fixée au **mardi 6 février 2024 inclus**.)

Indiquer les points principaux où a eu lieu l'affichage

1	panneau intérieur Mairie	5
2	panneau extérieur Mairie	6
3		7
4		8

Fait le 7/12/2024
(à dater au terme du délai d'affichage)
Le maire (cachet et signature)



L. Puillot

Certificat à dater et retourner au terme du délai d'affichage à :

Préfecture de Seine-et-Marne
12 rue des Saints Pères
Direction de la Coordination des services de l'État
Bureau des procédures environnementales (K. CAFÉ)
77 010 MELUN CEDEX

adresse postale : 12 rue des Saints Pères 77 010 MELUN CEDEX

téléphone 01 64 71 77 77

internet www.seine-et-marne.gouv.fr

ANNEXE 9 : PROCES VERBAL DE SYNTHESE

Procès-verbal de synthèse :

A l'issue de l'enquête publique relative à la :

– à la **procédure de descente continue en configuration face à l'Ouest de l'aéroport de Paris-Orly (PNB to ILS) concernant 22 communes.**

Vingt-deux communes sont ainsi concernées par l'enquête publique, réparties sur les deux départements de la Seine-et-Marne (77) et du Val-de-Marne (94). Cette enquête publique a duré 34 jours consécutifs du jeudi 4 janvier au mercredi 6 février 2024 inclus.

Communes	Nombre Observations
Favières	147
Ozoir-la-Ferrière	83
Bussy-Saint-Georges	61
Pontcarré	24
Châtres	24
Pontault-Combault	10
Les Chapelles-Bourbon	7
Roissy-en-Brie	10
Lésigny	7
Chaumes-en-Brie	6
Chevry-Cossigny	5
Fontenay-Trésigny	4
Liverdy-en-Brie	3
Gretz-Armainvilliers	3
Marles-en-Brie	2
La Houssaye-en-Brie	2
Tournan-en-Brie	2
Presles-en-Brie	2
La Queue-en-Brie	1
Villeneuve-le-Comte	0
Villeneuve-Saint-Denis	0
Neufmoutiers	0
Autres	5
	443

Tableau 1 : Liste des communes de la concertation et de l'enquête publique

Conformément à l'Arrêté inter-préfectoral d'Ouverture d'Enquête (AOEP), n° **2023/85/DCSE/BPE/SERV** du 23 novembre 2024, établi par le préfet de Seine-et-Marne et la préfète du Val-de-Marne, la commission d'enquête s'est tenue à la disposition du public, afin de lui présenter le dossier et recueillir ses observations, lors de 9 permanences qui se sont tenues aux lieux, jours et heures suivants :

Date	Jour	Lieu	Horaire
4 janvier 2024	Jeudi	Mairie de Favières	9 H à 12 H
6 janvier 2024	Samedi	Mairie de Ozoir-la-Ferrière	9 H à 12 H
10 janvier 2024	Mercredi	Mairie de Les Chapelles-Bourbon	9 H à 12 H
17 janvier 2024	Mercredi	Mairie de Lésigny	14 H à 17 H
20 janvier 2024	Samedi	Mairie de Pontault-Combault	9 H à 12 H
24 janvier 2024	Mercredi	Mairie de La Queue-en-Brie	9 H à 13 H
27 janvier 2024	Samedi	Mairie de Pontcarré	10 H à 13 H
1 ^{er} février 2024	Jeudi	Mairie de Tournan-en-Brie	14 H à 17 H
6 février 2024	Mardi	Mairie de Roissy-en-Brie	14 H à 17 H

Deux réunions d'information et d'échanges ont été organisées avec la DGAC et les maires concernés :

- à Favières le 10 janvier 2024 de 19 h à 21 h (99 personnes) ;
- à Ozoir-la-Ferrière le 15 janvier 2024 de 19 h à 21 h (101 personnes).

Conformément aux dispositions de l'article R.123-18-2^{ème}alinéa du code de l'environnement, la commission d'enquête a dressé le présent Procès-Verbal de Synthèse, représentant l'ensemble des courriers et observations recueillis au cours de cette enquête

Décision n° **E 23000088C**/ 77 du 3 octobre 2023 Enquête publique : projet « PBN to ILS » à Paris Orly-Ouest.

en demandant au maître d'ouvrage, DGAC, de produire dans les 15 jours un mémoire en réponse.

Ce Procès-verbal a été remis ce jour, en mains propres, à M. Stéphane LE FOLL (chef de la mission environnementale à la DGAC). Au total :

Le registre numérique et les 22 registres mis à la disposition du public comportent **443** observations dont **56 %** émane **des villes de Favières et d'Ozoir-la Ferrière**. Considérant que observations abordent plusieurs thèmes, elles ont été analysées dans chacun des thèmes abordés.

THEMES	T 2 : Trajectoire	T 4 : Nuisances sonores	T5 : Nuisances Santé	T 3 : Fréquence	T 7 : ERC
Total Observations	258	184	60	36	35
Rang	1°	2°	3°	4°	5°
THEMES	T6 : Nuisances environne ment	T 6 : Dépréciatio n Immobilier e	T1 : EP dossier, omissions		
Total Observations	28	28	14		
Rang	6°	6°	8°		

L'essentiel des observations porte principalement sur la **modification de la trajectoire vers le Nord au-dessus du bourg de Favières et la ville d'Ozoir-la-Ferrière**, mais également sur les nuisances sonores et atmosphériques.

22 registres papier ont été déposés dans les mairies du Tableau 1 durant la période qui courait du 4 janvier au 6 février 2024 soit durant 34 jours (le siège de l'enquête étant fixé à Favières). Le registre numérique a été géré par PubliLégal (367 Observations). **Le dossier soumis à enquête publique a fait l'objet de 1653 Visites, 293 téléchargements et de 194 visualisations. Au total 71 personnes** se sont présentées au cours **des 9 permanences**.

Les principales caractéristiques de cette enquête publique ont été présentées et commentées à M. Stéphane LE FOLL (chef de la mission environnement à la DGAC), le MOA, le 9 novembre 2023.

A l'issue de ce mémoire en réponse, la commission d'enquête apportera sous chacune de ses questions son avis dans le cadre du rapport.

Les courriers de la région de l'Île de France (obs n° 288), de la Communauté de Communes Val Briard (obs n°344), les six conseils municipaux de Gretz-Armainvilliers, Les Chapelles-Boubon, Pontcarré, Favières, Châtres et Roissy-en-Brie (respectivement obs n° R714, R 38, R 75, R 21, R111 et R 97) et les quatre associations AOCNA (obs n°8), FNAM (obs n° 219), GARE (n° 331) et AER (R 6) requièrent une réponse directe du maître d'ouvrage.

A Paris, le 14 février 2024

Pour la DGAC
Stéphane LE FOLL



Olivier WEISS



pour la commission d'enquête
le président Manuel GUILLAMO

